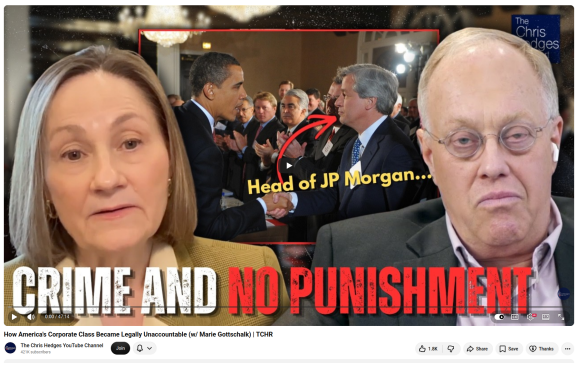
Le Meurtre Social en Amérique

Par Frank , 24 juillet 2026

Le Meurtre Social en Amérique

Comment l'oligarchie américaine perpétue une culture d'impunité et de violence



> Les États-Unis aiment se présenter comme l'exemple éclatant de la démocratie et de la prospérité, mais derrière la façade de la « nation indispensable » se cache une réalité sombre. L'Amérique est exceptionnellement violente, exceptionnellement inégale et exceptionnellement impitoyable dans la punition des pauvres tandis que les riches restent libres. Dans son livre révolutionnaire *Crime and No Punishment: Wealth, Power, and Violence in America* (2025), Marie Gottschalk, politologue à l'Université de Pennsylvanie, dissèque ce qu'elle décrit comme un système de « meurtre social » – un terme qu'elle emprunte à Friedrich Engels. La concentration croissante du pouvoir économique, politique et militaire, soutient Gottschalk, draine les ressources vitales de la société américaine, repousse de plus en plus de personnes vers la marge et normalise la violence et la mort dans une mesure qui diffère sensiblement des autres pays occidentaux.

Par Frank Dumon

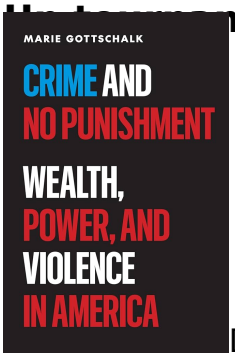
Introduction

Les chiffres sont stupéfiants. L'espérance de vie américaine est tombée historiquement en dessous de celle de nombreux pays plus pauvres. Des millions d'Américains risquent de perdre leur maison, leur santé, leurs moyens de subsistance et leurs économies. Des dizaines de millions d'armes chargées sont

prêtes dans les foyers américains, attendant un moment de troubles civils. Et le système électoral, autrefois le joyau de la démocratie américaine, est en danger de mort en raison de l'escalade de la violence politique. Cet article, basé sur un entretien approfondi que Chris Hedges a mené avec Gottschalk et complété par ses travaux académiques, examine les trois piliers de cette crise : l'érosion de la santé publique et du bien-être, la militarisation de la sécurité intérieure et la perturbation politique qui en résulte.

Partie I : L'érosion de l'espérance de vie américaine

Un [illegible]nt historique



Dans le premier chapitre de *Crime and No Punishment*, intitulé « Meurtre Social », Gottschalk dresse un tableau inquiétant : « Les États-Unis sont un pays exceptionnellement militarisé, létal et violent. » Ce qui distingue ce pays des autres démocraties occidentales n'est pas seulement l'ampleur de la violence, mais la manière systématique dont les élites économiques et politiques entretiennent la violence et en tirent même profit. Dans un retournement historique, l'espérance de vie américaine est tombée en dessous de celle de nombreux pays plus pauvres, tandis qu'un nombre croissant d'Américains risquent de perdre leur maison, leur santé, leurs moyens de subsistance et leurs économies.

Ce déclin n'est pas un phénomène naturel. Il est le résultat direct de choix politiques qui privilégient les intérêts des riches au détriment du bien-être de la population. Gottschalk souligne que les États-Unis montrent de plus en plus une incapacité ou une réticence à endiguer la violence sous toutes ses formes. Des intérêts économiques et politiques puissants rendent les groupes et les individus moins puissants plus vulnérables à la mort prématurée et à d'autres préjudices – ce qu'Engels appelait le « meurtre social ».

Des taux de mortalité qui crient

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les États-Unis connaissent des taux exceptionnellement élevés d'homicides, de violences par armes à feu, de suicides, de surdoses de drogues, d'incarcération, d'accidents de la route, de pauvreté et de violences policières par rapport à d'autres pays occidentaux. Ce qui frappe, c'est la

multiplicité des formes sous lesquelles la violence se manifeste. Ce n'est pas seulement la violence urbaine qui fait la une des journaux, mais aussi ce que Gottschalk appelle les « morts de désespoir » – des décès causés par le désespoir, le suicide, l'alcoolisme, les surdoses de drogues et les maladies chroniques.

Ces morts de désespoir ne sont pas des tragédies individuelles ; elles sont le symptôme d'une société qui abandonne structurellement ses citoyens. La désindustrialisation qui a touché les villes américaines à partir des années 1950 et 1960 a maintenant également atteint les zones rurales. Après la signature de l'ALENA et le déplacement de la production vers le Mexique, la Chine et le Vietnam, des millions d'Américains ont perdu leurs moyens de subsistance. Sans travail, sans perspectives et sans filet de sécurité pour les rattraper, beaucoup se sont tournés vers l'alcool, la drogue ou l'arme à feu.

L'héritage de la Grande Récession

Gottschalk souligne l'impact traumatique durable de la Grande Récession de 2008 comme un moment de cristallisation. Des millions de personnes ont perdu leur maison – on estime que neuf à dix millions de familles ont finalement perdu leur logement, environ deux tiers par saisie. La plus grande migration de masse depuis la Grande Dépression a eu lieu. Les gens ont perdu leurs pensions, leurs soins de santé et leur confiance dans le système.

Ce qui a rendu la blessure encore plus profonde, c'est la prise de conscience que personne n'a été tenu responsable. Les banques à l'origine de la crise ont été renflouées avec des centaines de milliards de dollars d'argent public. Les dirigeants sont restés en poste, souvent avec des primes substantielles. L'administration Obama a soutenu un plan hypothécaire défectueux qui, comme nous le savons maintenant, était principalement conçu pour donner un peu d'air aux banques, et non pour aider les gens qui risquaient de perdre leur maison. Gottschalk cite la propre défense d'Obama : si nous avions traduit ces dirigeants d'entreprise en justice, cela aurait été une « violence contre l'ordre social ». L'ironie n'est pas perdue – alors que des millions d'Américains perdaient leurs maisons, leurs pensions et leur avenir, punir les responsables était apparemment une plus grande menace pour l'ordre social que la misère dans laquelle ils étaient laissés.



Le président Obama vendant l'Amérique aux banquiers sionistes avec Jamie Dimon

Cet événement a miné la confiance dans le gouvernement à un niveau fondamental. Et cette confiance ne s'est jamais rétablie. Gottschalk souligne que l'administration Obama avait un moment historique pour restructurer fondamentalement le secteur bancaire. Après le sauvetage, il y avait un large soutien, y compris des républicains, pour une réglementation stricte. Mais Obama a hésité, le secteur financier s'est regroupé et l'occasion a été perdue.

Partie II : Les deux visages de la justice pénale – la criminalité de rue contre la criminalité des affaires

L'angle mort de la criminologie

L'une des révélations les plus frappantes du travail de Gottschalk est sa propre confession : pendant des années, comme la plupart des autres criminologues, elle avait largement ignoré la criminalité des affaires. « C'est fou », admet-elle dans un entretien avec *Corporate Crime Reporter*. « Ce livre est en quelque sorte mon *mea culpa*. Pourquoi n'ai-je pas fait cela ? Pourquoi n'ai-je pas enseigné davantage sur la criminalité des affaires ? » Elle ne peut pas blâmer sa formation – elle est politologue, pas criminologue, et n'est entrée en contact avec le système pénitentiaire que plus tard. Mais elle reconnaît que c'était un « véritable angle mort ». Elle était tellement concentrée sur le problème de l'incarcération de masse et le rôle de la race qu'elle a simplement négligé la criminalité des affaires.

Cet angle mort n'est pas accidentel. Il est institutionnel. Dans les programmes de criminologie et de sociologie, la criminalité en col blanc est rarement enseignée. L'attention reste fixée sur la criminalité de rue – le vol, le braquage, le trafic de drogue – tandis que les dommages bien plus importants causés par la criminalité des affaires et la violence économique restent largement ignorés. Gottschalk soutient que cette focalisation sur la criminalité de rue n'est pas seulement un angle mort académique, mais aussi un instrument politique. En créant une hystérie autour de la criminalité de rue, on détourne l'attention de la criminalité des affaires. On crée la panique sur l'un tout en dissimulant l'autre.

La décriminalisation de fait de la criminalité des affaires

Alors que les États-Unis incarcèrent plus de leurs citoyens que presque tout autre pays – avec un taux d'incarcération d'environ 600 pour 100 000 habitants – ils ont simultanément connu un processus remarquable de décriminalisation de la criminalité des affaires de l'élite. Depuis les années 1990, et surtout sous les administrations Clinton, Bush et Obama, les poursuites pour criminalité en col blanc ont considérablement diminué. Au lieu de poursuites pénales, les grandes entreprises reçoivent ce que l'on appelle des « accords de poursuite différée » – des accords dans lesquels les poursuites sont différées en échange de certains comportements.



Hilary Clinton, avec son mari le président Bill Clinton, vendant l'Amérique aux banquiers sionistes

Gottschalk souligne l'ironie : ces mécanismes étaient à l'origine destinés aux jeunes délinquants – une chance de se réformer sans casier judiciaire. Mais ils sont devenus l'instrument de choix pour traiter l'Amérique corporative. Et que se passe-t-il lorsqu'une entreprise viole l'accord ? Elle reçoit souvent simplement un nouvel accord de poursuite différée. C'est, comme le dit Gottschalk, « Oups, je l'ai refait ».

Les amendes imposées ne sont souvent qu'une tape sur les doigts. Gottschalk cite Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan Chase, qui a dit à Elizabeth Warren : « Allez-y, trouvez-moi. Je m'en fiche. Ce n'est que 15 millions de dollars, quoi que ce soit. » Et il a raison. Les amendes de plusieurs milliards de dollars imposées ne sont souvent même pas égales aux bénéfices trimestriels de ces entreprises. Elles peuvent souvent être déduites des impôts, et le gouvernement ne vérifie souvent même pas si elles ont été payées.

Le glissement vers l'entreprise, pas le dirigeant

Un autre changement crucial est que les poursuites se concentrent sur l'entreprise en tant qu'entité, et non sur les dirigeants individuels. Cela signifie que même si un accord est conclu, ceux qui ont pris les décisions restent personnellement intouchés. Ils conservent leurs primes, leur réputation et leur liberté. Le message est clair : si

vous êtes assez riche et puissant, vous êtes au-dessus des lois.

> Cette culture de l'impunité a des conséquences profondes sur la confiance dans le système judiciaire. Gottschalk souligne que, pour la criminalité de rue, nous nous demandons obsessionnellement si quelqu'un va récidiver. Mais nous avons de grandes entreprises qui enfreignent la loi à plusieurs reprises et reçoivent à chaque fois un accord de poursuite différée. Le message qui est envoyé est qu'il y a un système judiciaire pour les pauvres et un autre pour les riches.

Le rôle de l'administration Clinton

Gottschalk souligne à plusieurs reprises l'administration Clinton comme un tournant. C'est Clinton qui a adopté le programme « loi et ordre » et accéléré l'expansion du système pénitentiaire. Mais c'est aussi Clinton qui a poussé à la déréglementation du secteur financier et relancé le capital-investissement. La combinaison était mortelle : d'un côté, une approche impitoyable de la criminalité de rue ; de l'autre, un laissez-passer pour la criminalité des affaires.

Cette dichotomie n'est pas un accident. C'est une stratégie politique. En concentrant l'attention sur la criminalité de rue – et donc sur la population pauvre, souvent noire et brune – les politiciens pouvaient se positionner comme « durs envers la criminalité », tout en servant simultanément les intérêts de l'élite financière. Le résultat est un système qui punit les pauvres et protège les riches.

Partie III : La violence policière – un phénomène national

Oublier la campagne

Lorsque nous pensons à la violence policière, nous pensons à des villes comme Chicago, Los Angeles ou New York. Mais Gottschalk démystifie cette idée fausse. Ses recherches montrent que la violence policière est un phénomène national, avec une concentration remarquable dans les zones rurales et suburbaines. En 2020, environ les trois quarts des incidents policiers mortels ont eu lieu dans des communautés de moins de 100 000 habitants. Huit des dix États avec les taux les plus élevés de violences policières mortelles se trouvent dans l'Ouest, où les Noirs ne représentent en moyenne que 3 % de la population.



La police anti-émeute américaine

Ces statistiques sont remarquables car elles contredisent le récit conventionnel. Nous pensons que la violence policière est principalement un problème urbain qui touche de manière disproportionnée les hommes noirs. Et bien que les Américains noirs soient en effet tués de manière disproportionnée par la police, le nombre d'Américains blancs tués par la police est plus élevé que celui de tout autre groupe racial ou ethnique. En fait, les Américains blancs dans les zones rurales courent un plus grand risque d'être tués par la police que les Américains blancs dans les zones urbaines. Et comparé aux citoyens blancs du Royaume-Uni ou d'Allemagne, le risque pour les Américains blancs d'être tués par la police est extrêmement élevé.

Les peuples autochtones – le plus grand risque

Un autre groupe souvent négligé est la population autochtone. Les Amérindiens courent le plus grand risque d'être tués par la police, mais leurs décès ont généralement lieu dans des zones rurales peu peuplées, sans témoins pouvant capturer les rencontres fatales avec des smartphones. Par conséquent, ces décès reçoivent rarement l'attention qu'ils méritent. Gottschalk souligne que le manque d'attention portée à ces décès n'est pas accidentel – il est le résultat d'une combinaison d'isolement géographique, de manque de couverture médiatique et de l'absence de réseaux politiques capables d'exercer des pressions.

La culture de l'impunité

L'aspect le plus pénible de la violence policière est l'impunité quasi totale. Gottschalk souligne que nous disposons de très bonnes données sur le nombre d'agents tués chaque année, mais nous n'avons pas de données fiables sur le nombre de citoyens tués par la police. Il n'y a pas de base de données nationale. Les données dont nous disposons sont collectées par des journalistes et des citoyens entreprenants.

Et même lorsqu'un homicide a lieu, les agents sont rarement inculpés. Encore plus rarement condamnés. Et même lorsqu'ils sont condamnés, les peines sont souvent symboliques. Gottschalk cite l'exemple d'agents qui utilisent un étranglement, même dans des départements où il est interdit, et qui ne perdent que quelques jours de vacances comme punition interne.



Le message est clair : la police est au-dessus des lois.

Cette culture de l'impunité est renforcée par « l'immunité qualifiée », un principe juridique qui accorde effectivement aux policiers l'immunité contre les poursuites civiles. Même si une victime gagne un procès, l'agent ne paie généralement pas les dommages-intérêts – ils sont payés par la ville ou le département. Et l'agent lui-même subit rarement des conséquences sérieuses.

Le rôle des shérifs et du mouvement « shérif constitutionnel »

Un problème spécifique dans les zones rurales est le rôle des shérifs. Dans de nombreuses zones rurales, les shérifs sont élus et fonctionnent comme un pouvoir idiosyncratique. Ils sont à bien des égards au-dessus des lois et constituent maintenant un important terrain de recrutement pour le mouvement « shérif constitutionnel » – un mouvement qui soutient que les shérifs peuvent interpréter la loi à leur discrétion parce qu'ils sont élus. Ce mouvement, qui gagne de plus en plus d'adeptes, considère les shérifs comme les défenseurs ultimes de la volonté populaire, au-dessus du pouvoir judiciaire et même au-dessus de la Constitution.

Gottschalk avertit que cette évolution est extraordinairement dangereuse. Les shérifs qui se placent au-dessus des lois peuvent utiliser la violence arbitraire, intimider les citoyens et saper l'état de droit. Et parce qu'ils sont élus, ils sont difficiles à tenir responsables.

Grèves policières et inconduite

Gottschalk accorde également de l'attention aux abus sexuels commis par la police, un sujet qui reçoit rarement l'attention qu'il mérite. Les abus sexuels et les inconduites sont, selon elle, l'une des formes les plus signalées de délits policiers, seulement surpassée par le recours excessif à la force. Les groupes à faibles revenus, les personnes LGBTQ, les femmes noires et les membres d'autres groupes historiquement défavorisés sont les plus susceptibles d'être victimes. Les agents pratiquent des examens anaux et vaginaux numériques au bord des routes sous les prétextes les plus minces. Les écoles et la police continuent de fouiller les élèves –

des enfants de maternelle aux lycéens – en violation de la Constitution, parce que les tribunaux ne peuvent pas se résoudre à les punir pour cela. **C'est, comme le dit Gottschalk, une culture de l'impunité.**

Partie IV : La militarisation de la police intérieure

Le lien avec l'empire

L'une des contributions les plus originales du travail de Gottschalk est l'analyse du lien entre l'impérialisme américain et la violence policière intérieure. L'investissement profond du pays dans son empire d'outre-mer – y compris l'énorme budget de la défense et l'hypothèse inébranlable selon laquelle les États-Unis sont la nation indispensable qui doit policer le monde – a exacerbé le problème de la violence en Amérique.

Ce lien fonctionne de plusieurs manières. Premièrement, il y a la simple question d'argent : le budget de la défense absorbe des ressources qui pourraient autrement être consacrées aux services sociaux, aux soins de santé et à l'éducation. Deuxièmement, il y a le « contrecoup » de l'empire : les méthodes de maintien de l'ordre développées à l'étranger sont revenues aux États-Unis. Les anciens combattants sont recrutés pour les services de police et apportent leur formation militaire. Les services de police sont équipés de matériel militaire. Et la mentalité de « combattre l'ennemi » est transférée à la police intérieure.

Les racines historiques

Gottschalk replace cette militarisation dans une perspective historique. Les racines de la militarisation de la police et de son autonomie sont liées au développement de l'empire américain. Au début du XXe siècle, lorsque le capital ne voulait pas payer pour les services de police et s'appuyait sur des armées privées, le gouvernement a commencé à réfléchir à des services de police professionnels. Cela a coïncidé avec l'expansion américaine en tant que puissance impériale. Les anciens combattants revenant d'outre-mer ont apporté avec eux des tactiques de maintien de l'ordre qu'ils y avaient développées. L'idée était que la police professionnelle devait être autonome et se comporter comme l'armée.

Cette vision de la police comme une force autonome et paramilitaire n'a fait que se renforcer depuis. La « guerre contre la drogue » et la « guerre contre le terrorisme » ont encore accéléré cette militarisation. Et malgré des scandales répétés et des appels à la réforme, l'autonomie de la police n'a fait qu'augmenter.



Le mythe des armes « non létales »

Gottschalk souligne une ironie du sort : dans les années 1960, lors de l'essor de la « police professionnelle », on parlait d'armes « non létales ». Mais beaucoup de ces armes soi-disant non létales – gaz lacrymogène, balles en caoutchouc – étaient en réalité très létales. Le gaz lacrymogène utilisé au Vietnam et importé aux États-Unis était très létal. Les balles en caoutchouc pouvaient tuer ou blesser grièvement. Le langage du « non létal » masquait la véritable nature de la violence.

Le rôle des syndicats de police

Gottschalk accorde également de l'attention au rôle des syndicats de police, qui exercent un pouvoir énorme. Dans des villes comme Philadelphie, où Gottschalk enseigne, les syndicats de police sont comparés à des groupes haineux. Ils font des soutiens politiques, soutiennent leurs propres candidats et vont bien au-delà du rôle traditionnel de mise en œuvre des politiques.

Les syndicats de police ont acquis une position particulière dans le paysage politique américain. Ils sont souvent invincibles : les commissaires de police admettent qu'ils n'ont aucun contrôle sur les syndicats. Les agents ont le droit de visionner la vidéo avant un interrogatoire après une fusillade, afin d'adapter leur récit aux images. Ils sont souvent interrogés immédiatement après une fusillade, avant d'avoir le temps de réfléchir. Et l'arbitrage est fortement favorable à la police. Il est extraordinairement difficile de punir les agents, de les licencier ou d'imposer de nouvelles règles.

Partie V : La perturbation politique et l'ascension de Trump

L'occasion manquée d'Obama

L'un des arguments les plus controversés du livre de Gottschalk est que l'administration Obama a ouvert la voie à l'ascension de Trump. L'administration Obama, soutient-elle, n'a pas réussi à inverser l'inversion remarquable dans le

système de justice pénale des cinq dernières décennies : l'expansion massive de l'État pénitentiaire pour punir la criminalité de rue, les délits liés à la drogue et les infractions à l'immigration, et la décriminalisation de fait accélérée de la criminalité des affaires. Les accords de non-poursuite et de poursuite différée utilisés sous Obama pour traiter les affaires de la crise financière et hypothécaire ont été encore plus profondément institutionnalisés.

Le plan de sauvetage hypothécaire d'Obama s'est avéré être une aubaine pour les grandes banques, qui ont accéléré la crise hypothécaire et expulsé des millions de personnes de leurs maisons. Lorsqu'Obama a manqué sa chance de restructurer les banques, le capital s'était regroupé. Les grandes banques étaient plus fortes que jamais.

Gottschalk cite les propres mots d'Obama : si nous avions puni les dirigeants d'entreprise, cela aurait été une « violence contre l'ordre social ». Mais qu'en est-il, demande-t-elle, de la violence contre les millions d'Américains qui ont perdu leur maison, leur pension et leur avenir ? L'ironie est amère : protéger l'élite de la justice était apparemment plus important que protéger le citoyen ordinaire de la destruction économique.

L'érosion de la confiance

Ces événements ont profondément miné la confiance dans le gouvernement et le système judiciaire. Gottschalk souligne que nous ne devons pas nous focaliser sur le manque de confiance dans le Congrès ; il y a aussi un manque fondamental de confiance dans les entreprises. De plus en plus de personnes se méfient du capitalisme et ont une vision plus favorable du socialisme.

La Grande Récession a été un moment de cristallisation pour beaucoup de gens : ils ont subi un traumatisme économique et ont vu que personne n'était tenu responsable. L'élite l'a traité comme une catastrophe naturelle, un acte de Dieu. Mais les gens savaient qu'il y avait eu des avertissements, que quelque chose aurait pu être fait. Et cela n'a pas été fait.

Trump comme symptôme

Gottschalk est claire : Trump est le symptôme, pas la maladie. Il a exploité un sentiment légitime de trahison par les deux partis. Des millions d'Américains qui ont voté pour Obama ont ensuite voté pour Trump. Les électeurs de Sanders sont allés vers Trump. La campagne de Trump en 2016 était à bien des égards une campagne Sanders, sauf que la voix était indéniablement celle de Trump : des images de « l'élite mondiale », de l'oligarchie, entrecoupées de travailleurs multiculturels.

Gottschalk avertit que l'élite du Parti démocrate refuse de reconnaître sa part dans la crise actuelle. Ils veulent revenir aux « bons vieux jours » de Clinton et Obama, sans reconnaître que ces jours ont semé les graines de la perturbation actuelle. Les jours d'or étaient la déréglementation de Clinton, l'occasion manquée d'Obama de restructurer les banques.

Les médias et l'oligarchie

Gottschalk souligne également le rôle des médias. Une poignée d'oligarques – Larry Ellison, Jeff Bezos – rachètent les médias, avec des conséquences corrosives pour la vie politique. Mais les problèmes de la presse sont antérieurs à Bezos. Nous avons connu des décennies de concentration des médias, sans utiliser la législation antitrust ou la FCC pour empêcher cette concentration. Nous n'avons pas non plus de soutien pour le journalisme local, comme dans d'autres pays où les gens paient des impôts pour le journalisme en tant que service public, comme pour les routes.



Gauche Larry Ellison Oracle et droite Jeff Bezos Amazon

Le capital-investissement, qui a prospéré à nouveau après la déréglementation sous Clinton, a été particulièrement corrosif pour le journalisme. Les journaux sont rachetés, dépouillés et souvent fermés. Le journalisme local meurt, et avec lui, la démocratie locale meurt.

Partie VI : L'avenir de la démocratie américaine

La démocratie en danger

Gottschalk avertit que la démocratie en Amérique est en danger de mort. Les élections de 2024 et leurs conséquences l'ont montré douloureusement. Trump a refusé de reconnaître les résultats des élections et a parlé d'un troisième mandat. La tentative de saper les élections de 2020 était une attaque directe contre la démocratie.

Mais Gottschalk souligne que la menace ne vient pas seulement de Trump. La démocratie est également érodée de l'intérieur par la concentration du pouvoir,

l'impunité de l'élite et le manque de confiance dans les institutions. Le mouvement des « shérifs constitutionnels », la militarisation de la police, l'érosion de la liberté de la presse – ce sont tous des symptômes d'une démocratie en déclin.

Les universités comme dernier bastion

Gottschalk exprime également sa préoccupation concernant les universités. Elle décrit comment, dans sa propre université, une équipe SWAT a été déployée pour rechercher un étudiant qui avait jeté de la peinture sur une statue. Elle avertit que la liberté d'expression sur les campus est sous pression, et que cela est un signe avant-coureur de quelque chose de bien pire. Dans son livre, elle décrit comment les universités, autrefois les derniers bastions de la liberté d'expression, sont de plus en plus soumises à un chantage de la part des forces politiques.

Gottschalk compare la situation à la République de Weimar : une fois les universités fermées, la fin est proche. Elle appelle les universités à ne pas se recroqueviller et à attendre des jours meilleurs, mais à défendre activement la démocratie.

La nécessité d'un règlement de comptes

Gottschalk conclut par un appel urgent : il doit y avoir un règlement de comptes avec le passé. L'élite des deux partis doit reconnaître sa part dans la crise actuelle. Il ne s'agit pas de revenir aux « bons vieux jours », mais d'une réflexion fondamentale sur ce qui a mal tourné. La prise de contrôle du Parti républicain par Trump n'était pas un hasard ; elle était le résultat d'un projet de plusieurs décennies.

Gottschalk est sceptique quant à la volonté de l'élite démocrate d'accepter ce règlement de comptes. Ils veulent revenir à l'époque précédant Trump, sans reconnaître que les années Clinton et les années Obama contenaient les germes de la crise actuelle. Mais sans cette reconnaissance, il n'y a pas de voie à suivre.

Un appel à l'action

Gottschalk appelle à une large coalition qui se concentre non seulement sur la criminalité de rue ou la violence policière, mais sur les structures sous-jacentes de l'inégalité et de l'impunité. Elle souligne que l'incarcération de masse touche désormais un large éventail d'Américains – non seulement les hommes noirs des villes, mais aussi les résidents blancs des zones rurales. Cela offre des possibilités pour de nouvelles coalitions.

Elle souligne également qu'il y a eu des moments historiques où il était possible de faire les choses autrement. Après la crise des caisses d'épargne et de crédit sous

George H.W. Bush, par exemple, des mesures de réglementation ont effectivement été prises. La question est de savoir si un tel moment se reproduira.

Conclusion

Crime and No Punishment de Marie Gottschalk est une analyse impitoyable et édifiante du malaise américain. Elle montre que les États-Unis ne sont pas seulement un pays exceptionnellement violent, mais aussi un pays qui entretient systématiquement la violence par l'impunité de l'élite, la militarisation de la police et l'érosion des services sociaux. L'espérance de vie diminue, des millions de personnes perdent leur maison et leur avenir, et la démocratie elle-même est en jeu.

Mais Gottschalk n'est pas fataliste. Elle souligne les moments historiques où le changement était possible, et elle appelle à une large coalition qui s'attaque aux structures sous-jacentes de l'inégalité et de l'impunité. La question est de savoir si l'élite des deux partis est prête à reconnaître sa propre part dans la crise. Sans cette reconnaissance, il n'y a pas de voie à suivre. L'avenir de la démocratie américaine dépend de la volonté non seulement de combattre Trump, mais aussi les systèmes qui l'ont rendu possible.

Cet article est basé sur un entretien que Chris Hedges a mené avec Marie Gottschalk, complété par des informations tirées de son livre *Crime and No Punishment: Wealth, Power, and Violence in America* (Princeton University Press, 2025) et d'autres sources.

À propos de l'auteure

Marie Gottschalk est Distinguished Professor of Political Science à l'Université de Pennsylvanie. Elle est l'auteure de *The Prison and the Gallows: The Politics of Mass Incarceration in America* (2006), *Caught: The Prison State and the Lockdown of American Politics* (2016) et *Crime and No Punishment: Wealth, Power, and Violence in America* (2025). Ses recherches portent sur les origines de l'État pénitentiaire aux États-Unis, les critiques de l'étendue du réseau pénitentiaire et les intersections de l'État pénitentiaire avec la race et l'inégalité économique. Elle a été membre du National Task Force on Mass Incarceration de l'American Academy of Arts and Sciences et du Committee on the Causes and Consequences of High Rates of Incarceration de la National Academy of Sciences. Elle est apparue dans le documentaire nominé aux Oscars *13th* (2016).

https://en.wikipedia.org/wiki/Marie_Gottschalk

https://www.corporatecrimereporter.com/news/200/marie-gottschalk-on-corporate-crime-and-no-punishment-in-america/

Marie Gottschalk est une politologue américaine et professeure de science politique à l'Université de Pennsylvanie, connue pour ses travaux sur l'incarcération de masse aux États-Unis. Gottschalk est l'auteure de *The Prison and the Gallows: The Politics of Mass Incarceration in America* (2006), *Caught: the Prison State and the Lockdown of American Politics* (2016) et *Crime and No Punishment: Wealth, Power, and Violence in America* (2025). Ses recherches portent sur les origines de l'État carcéral aux États-Unis, les critiques de la portée et de la taille du réseau carcéral, et les intersections de l'État carcéral avec la race et l'inégalité économique.

Crime and No Punishment: Wealth, Power, and Violence in America Par Marie Gottschalk.

Les conséquences du retrait de l'Amérique de la poursuite des crimes des entreprises de haut niveauLes États-Unis sont un pays exceptionnellement violent, de plus en plus incapable ou réticent à endiguer la violence sous ses nombreuses formes. Une vague croissante de criminalité des entreprises n'a pas été poursuivie ni punie, ceux qui se trouvent dans les directions d'entreprise échappant en grande partie à toute responsabilité. Pendant ce temps, le pays a intensifié la poursuite des personnes accusées de crimes de rue, de délits liés à la drogue et d'infractions à l'immigration. L'impunité des entreprises, la financiarisation de l'économie, la militarisation des forces de l'ordre, l'État carcéral en plein essor et les guerres sans fin en Afghanistan, en Irak et ailleurs ont tous favorisé la violence des entreprises, économique et étatique en Amérique. Dans Crime and No Punishment, Marie Gottschalk soutient que ces développements ont sapé la légitimité des institutions politiques et économiques américaines. Gottschalk analyse comment la concentration du pouvoir économique, politique et militaire a drainé les ressources vitales, s'attaquant aux communautés les plus vulnérables et normalisant la violence et la mort. Cela a empêché l'Amérique de s'attaquer aux causes profondes de la criminalité de rue violente et de réduire les « morts de désespoir » dues au suicide, à l'alcoolisme, aux surdoses de drogues et aux maladies chroniques. Les États-Unis continuent d'incarcérer plus de leurs citoyens que presque tout autre pays, même s'ils décriminalisent ou ferment les yeux sur la criminalité des entreprises de haut niveau. L'attention du public et des universitaires, cependant, reste fixée sur la criminalité de rue violente – bien que la criminalité des entreprises et en col blanc et la violence étatique et économique touchent directement et indirectement beaucoup plus de personnes aux États-Unis. Gottschalk soutient que l'incapacité des États-Unis à protéger leur peuple de ces préjudices a accru la fragilité de la démocratie en Amérique.

Carrière

Dans les années 1980, elle a passé deux ans en Chine en tant que chargée de cours à l'université et a publié des articles sur les relations internationales entre la Chine et les États-Unis sous l'administration Bush.[1] En 1992, après avoir travaillé comme journaliste, elle était rédactrice adjointe du *World Policy Journal* (WPJ). Dans un article du WPJ de 1992, elle a fait écho aux préoccupations exprimées par le journaliste du *Washington Post*, Colman McCarthy, selon lesquelles les médias américains, qui étaient soumis à des « restrictions sans précédent » pendant la guerre du Golfe, étaient – comme le « consommateur, l'entreprise et le Congrès américains » – en train d'être profondément remodelés par l'administration Bush.[2][3][4] Avant de rejoindre l'Université de Pennsylvanie, elle a également travaillé comme chercheuse invitée à la Fondation Russell Sage et comme conférencière distinguée du Programme Fulbright au Japon. Elle a siégé au National Task Force on Mass Incarceration de l'American Academy of Arts and Sciences et au Committee on the Causes and Consequences of High Rates of Incarceration de la National Academy of Sciences.[5] Elle a été présentée parmi les experts interrogés dans le documentaire *13th* nominé aux Oscars de 2016.[6]